

« BOIRE UN CAFÉ »

UN INDICATEUR DE LA LUTTE CONTRE LA DÉSAFFILIATION

Par Jacqueline Fastrès

CONTEXTE

A Tournai, au cours des trois derniers hivers, durant le Plan grand froid c'est-à-dire de novembre à mars, un accueil d'urgence de nuit a été installé dans une ancienne caserne mise à disposition par l'armée. Par ailleurs, au cours de l'hiver dernier, un projet pilote a été tenté autour d'un accueil de jour, le Braséro ; des partenariats ont permis une mutuellisation des moyens au niveau de l'encadrement, puisque des travailleurs de différents services se sont relayés pour accueillir les personnes ayant besoin d'un abri en journée.

La possibilité de l'abri de nuit ne se renouvellera pas à la Caserne, puisque l'armée met le bâtiment en vente. Quant à l'accueil de jour, s'agissant d'un projet pilote, l'expérience a pris fin avec le plan grand froid.

Anticipant ces deux moments de clôture des projets, le Relais Social Urbain de Tournai (RSUT) a décidé, dès novembre 2013, de procéder à une enquête afin d'alimenter la réflexion des partenaires du réseau tournaisien autour de l'avenir : des infrastructures d'accueil de nuit et de jour sont-elles toujours souhaitables à Tournai ? A quel(s) moment(s), sous quelle forme et pour qui ? Que faut-il tenter de mettre en place, sachant que les infrastructures sur lesquelles on a pu s'appuyer ont fermé leurs portes ? L'enquête devait alimenter des tables rondes réunissant un large panel de services tournaisiens.

RTA a été sollicité pour traiter cette enquête et accompagner le processus réflexif.

L'enquête, un questionnaire composé de questions fermées et de nombreuses questions ouvertes afin de permettre une expression aussi libre que possible, a été proposée à des professionnels des divers services tournaisiens amenés à travailler avec des personnes très démunies, ainsi qu'à ces personnes elles-mêmes, qu'elles aient été ou non bénéficiaires de la Caserne ou du Braséro. 212 professionnels ont répondu à l'enquête, ainsi que 107 bénéficiaires, dont plus de 40% ont eu l'expérience de l'un ou l'autre (ou des deux) de ces accueils.

Au-delà des résultats statistiques de cette enquête, dont les convergences d'avis entre professionnels et bénéficiaires sont très importantes, nous souhaitons dans cette analyse nous concentrer sur un élément qui transparaît dans les commentaires des bénéficiaires et des professionnels sur la complémentarité des deux structures (nuit et jour), et tenter d'y apporter un regard plus sociologique que statistique.

« LES GENS NE PEUVENT PAS RESTER EN PERMANENCE DANS LA RUE, C'EST HONTEUX ! »

Les raisons invoquées par les bénéficiaires pour avoir eu recours à l'abri d'urgence de nuit tournent toutes autour de l'absence de logement, bien entendu, mais aussi autour de l'absence d'entourage et de soutien. Certains se définissent comme SDF, vivant dans la rue, sans préciser depuis combien

de temps ils y sont ni pourquoi ils en sont arrivés là. D'autres l'explicitent davantage : une dispute conjugale ou familiale les a précipités dehors, ils ont été expulsés de leur logement ou renvoyés de la structure qui les hébergeait, ils vivaient dans un logement insalubre, ils sont noyés dans des problèmes administratifs insolubles qui les privent de certains droits, ils n'ont pas d'endroit où aller ni personne pour les accueillir. Quoi qu'il en soit, ces personnes indiquent qu'elles n'avaient guère le choix : c'était la caserne ou le froid de la rue. Une personne qui n'a pas eu recours à l'abri de nuit en explicite la raison : « J'estime ne pas être descendu assez bas ». Ces paroles résument à elles seules la descente aux enfers que constitue pour des personnes précarisées ce que le sociologue Robert Castel a qualifié de processus de désaffiliation¹.

Castel a distingué les éléments qui permettent l'intégration des personnes dans la société et ceux qui permettent leur insertion, et les a positionnés autour de deux axes.

L'axe de l'intégration concerne ce qui permet aux personnes de tenir une place dans la société en assurant leur autonomie par le travail. Dans le meilleur des cas, à une extrémité de l'axe, se trouve la jouissance d'un travail, protégé par un contrat correct et relativement stable ; à l'autre bout, l'absence totale de travail (et donc d'un droit fondamental, celui de disposer d'un travail librement choisi ou accepté) et son corollaire, l'absence de revenus ; entre les deux extrêmes, on trouve une série de positions intermédiaires comme l'instabilité des contrats, des conditions de travail et de revenus précaires, voire illégales, les revenus de remplacement partiels ou complets, etc.

Le second axe, celui de l'insertion dans la société est celui qui comprend les diverses solidarités : familiales d'abord, sociales ensuite, manifestées dans les relations de voisinage et de proximité, l'appartenance à des groupes divers (sportifs, culturels, formels ou informels). A une extrémité de l'axe, nous trouvons les personnes insérées car dotées de réseaux socio-familiaux multiples, et à l'autre extrémité les personnes isolées, sans support ni familial ni social.

Croisés, les deux axes circonscrivent quatre zones de positions sociales, qui vont, pour la plus solide, de la zone de l'affiliation (les personnes ont un travail et un réseau socio-familial), à celle, pour la plus fragilisée, de la désaffiliation (ni travail, ni réseau), en passant par la zone de vulnérabilité pour les personnes qui sont en situation compliquée et dégradée sur l'un ou l'autre des axes, comme pour cette personne qui estime n'être pas encore « descendue assez bas », ou d'autres répondants en début de processus dans la précarité, qui n'est pas encore durablement installée.

Les deux axes ne sont pas indépendants l'un de l'autre, mais ils se co-produisent². Nous voulons dire par là plusieurs choses.

- Le positionnement des personnes sur les deux axes n'est ni statique, ni définitif. Plus personne ne peut être sûr de jouir toute sa vie d'un travail stable ou d'une relation familiale solide. Les personnes interrogées l'expriment d'ailleurs avec force, lorsqu'elle revendiquent l'accès des abris de nuit et de jour à tout le monde dans le besoin, et non à une catégorie précise : « A l'heure actuelle, tout le monde peut connaître la misère (voir handicap, alcool,...) » ; « La misère peut arriver à tout le monde » ; « Tout le monde le mérite » ; « Tous égaux » ; etc.
- Une dégradation sur un axe peut en produire sur l'autre (une dispute familiale peut affecter le travail, comme une dégradation du travail peut déstabiliser la vie familiale. « J'ai perdu mon travail et je suis à la rue », dit un bénéficiaire ; on imagine dans quel engrenage cette perte d'emploi l'a mené). A l'inverse, une amélioration sur un axe peut en entraîner sur l'autre : on sort la tête hors de l'eau.

1 Pour l'exposé de ce modèle, voir Jacqueline Fastrès et Emile Servais, « Des jeunes désaffiliés ? », in « La désaffiliation, un concept pertinent pour les politiques jeunesse ? », Carnet d'Intermag, février 2012, www.intermag.be/images/stories/pdf_carnets/carnet_Castel.pdf.

2 *Qu'on à nous apprendre les Neets ?* recherche menée par RTA pour l'OEJAJ, septembre 2013, www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=11412.

L'ABSENCE DE TOUT ET DE TOUS

Les personnes interrogées dans le cadre de cette enquête sont pour la plupart en situation difficile sur chacun des axes. Près de 85% des répondants se disent isolés (axe de l'insertion), et seuls 6,5% disent avoir des revenus professionnels, tous les autres ayant des revenus de remplacement ou pas de revenu du tout (axe de l'intégration).

Dans la description qu'ils font de leur situation, on lit en filigrane la désaffiliation qui les frappe : ils sont descendus au bout des deux axes, ils n'ont pas le choix, ils sont à la rue.

L'abri de nuit, dans cette configuration, apparaît comme un lieu d'échouage au bout des échecs : à tout le moins, la dérive peut s'arrêter le temps de la nuit. « La caserne est mieux que la rue », dit une personne. On vient y chercher un lit, de la chaleur au cœur de l'hiver, la possibilité de prendre une douche, de manger un morceau, de voir l'infirmier. La Caserne, disent les professionnels, répond aux besoins primaires.

La caserne fermée, la question est donc de savoir si un abri de nuit permanent doit se mettre en place à Tournai, ou s'il suffit durant l'hiver, avec peut-être une ouverture possible durant les autres saisons en cas de mauvaises conditions climatiques. Une majorité de professionnels et bénéficiaires estiment que c'est nécessaire toute l'année.

L'argument principal est que la misère ne connaît pas les saisons. Les gens ont besoin de s'abriter été comme hiver pour des raisons de santé, d'hygiène, mais aussi de sécurité. L'été, comme il y a plus de gens dehors, l'insécurité augmente. « Dehors c'est la jungle, on ne dort pas tranquille, toujours être sur ses gardes, faire attention à la violence, peur même de se faire tuer. »

Une personne décrit les conditions de vie des SDF :

« La rue est dure et chère. L'été, les SDF ne disposent pas d'eau courante potable en rue ; les wc accessibles sont payants (ceux de la gare très souvent hors service) ; les bains publics pas ouverts chaque jour (ce qui est le cas à Mons) ; aucun point de chute hors horaire de bureau en centre-ville pour les SDF. La caserne est surpeuplée. Des squats quasi inexistantes aujourd'hui. La manche interdite dans les 3/4 de la ville au moins. »

Avoir un toit pour dormir est un droit. « On n'est pas des animaux », dit une personne. Une autre dit « parfois c'est dur de trouver un logement correct et les prix explosent ». « C'est important d'avoir un abri de nuit dans chaque commune ».

Dans la réflexion sur la nécessité d'un abri de nuit, ces réalités de vie peu perçues du grand public (qui sait que vivre à la rue coûte cher ?) doivent pouvoir être prises en compte. La nuit d'été passée à la belle étoile est une image d'Épinal qui n'a rien à voir avec la réalité.

Les termes utilisés par les bénéficiaires sont durs et reflètent les conditions de vie difficiles qui sont les leurs : l'insécurité, la lutte permanente pour se nourrir, se laver. Leurs termes parlent de choses essentielles qui leur sont difficilement accessibles, de conditions de survie en réalité, mais pas de la vie elle-même.

Le vocabulaire change lorsqu'ils parlent de l'accueil de jour et des raisons pour lesquelles ils le fréquentent. « Pour me réchauffer, boire un café, manger un bout, discuter avec les éducateurs. » « C'est chaleureux, on parle avec d'autres qui vivent la même chose que moi à l'époque, c'est chouette ! » « Rompre la solitude, ne pas déprimer, se rendre utile. » « Accueil, écoute, avoir le temps de se poser pour un moment dans la journée, boire un café, se permettre de vivre en collectivité dans la joie et la bonne humeur. » « Utilisation quotidienne dans le cadre de la vie sociale et le partage pour la préparation et la recherche et développement de toute activité. » « Pour occuper les journées, et ici on se sent en sécurité car il y a tout ce qu'il faut. » « Pour avoir la convivialité, la chaleur. » « Pour

rompre la solitude, se faire de nouveaux amis. » « Ça m'intéresse parce que je rencontre tous les gens et d'autres personnes qui me concernent. » « Ça réchauffe, ça discute. »

« Boire un café ». L'expression revient souvent sous la plume des bénéficiaires. On n'est plus ici dans le registre de la survie, mais dans celui de la relation sociale. Car derrière la boisson chaude, c'est bien un rituel d'accueil invitant à la convivialité qui est évoqué. Le Brasero est de fait un lieu d'accueil. Les professionnels qui l'ont approché en parlent quant à eux comme d'un lieu d'accroche, qui permet à des personnes très précarisées d'avoir un contact avec des professionnels, qui peuvent les réorienter en fonction de leurs difficultés spécifiques. On peut y trouver une aide, une écoute, un soutien dans les difficultés, un aiguillage vers d'autres services ; mais aussi une réponse à des besoins immédiats : manger un morceau, se réchauffer, se soigner, se vêtir, se poser et se reposer. Il permet aussi le contact avec les autres bénéficiaires, est un remède à la solitude, une manière de conserver ou recréer du lien. Telles sont les manières de décrire le lieu par les professionnels.

L'accueil de jour ainsi décrit par les uns et par les autres semble donc comporter deux éléments positifs dans la trajectoire des personnes.

- Il permet un début de restauration de l'axe de l'insertion, en reconnectant les personnes avec leurs semblables ; elles peuvent redevenir des « interactants ordinaires », pour utiliser les termes de Goffman, autour d'une tasse de café, plutôt que « traîner dehors comme vagabond », dit un bénéficiaire.³ Être un interactant ordinaire, c'est aussi, comme le souligne cette dame bénéficiaire, « se rendre utile », dans une forme de réciprocité, en préparant à manger, en proposant des menus, en animant des activités. Le lieu est donc « plus qu'urgent et nécessaire, rien n'est pire que de crever seul dans la rue. On a besoin d'un repère. C'est comme notre maison. »
- Il permet aussi un contact avec des professionnels qui n'ont pas d'autres objectifs que cet accueil, mais qui peuvent reconnecter les bénéficiaires qui le souhaitent avec tout un réseau.

Le dispositif, décrit comme « à bas seuil » puisqu'il s'adresse à toute personne, sans conditions spécifique à l'entrée, peut donc être un bon terrain pour un premier travail de lutte contre la désaffiliation.

Nous l'avons dit, le croisement par Robert Castel des axes travail/non-travail et insertion/non-insertion relationnelle définit ainsi quatre zones, « c'est-à-dire quatre modalités de l'existence sociale selon un dégradé qui va d'un pôle d'autonomie à un pôle de dépendance, ou encore d'un pôle de stabilité à un pôle de turbulence maximale. »⁴ Trois de ces zones ont déjà été évoquées : la zone de l'affiliation, celle de la vulnérabilité et celle de la désaffiliation. Reste la quatrième zone, celle nommée par Castel « zone de l'assistance », en référence à l'assistance publique de jadis, et que nous pourrions renommer zone de l'aide sociale. Cette zone est vue par Castel comme du côté d'une intégration faible et d'une insertion consolidée. Si bien des dispositifs insistent aujourd'hui sur l'intégration (la politique d'activation des chômeurs en est un exemple), les effets destructeurs de la désaffiliation nécessitent de porter une attention toute particulière aux éléments qui permettent de consolider l'assise de l'insertion⁵.

Une personne explique sa fréquentation du Brasero de la sorte : « Pour éviter de traîner dehors comme vagabond et de faire des conneries ; tant que je suis ici je ne fais pas de conneries. » Ce qu'il exprime par là, c'est moins l'effet de contention d'une structure comme cet accueil de jour, que l'effet de support : l'engrenage qui l'entraîne vers les « conneries » parce que plus rien d'autre n'est

3 Rappelons que Robert Castel, qui a fondé sa réflexion sur la désaffiliation d'abord sur les sociétés d'ancien régime, désignait le vagabond d'autrefois, sur les deux axes qu'il avait défini, comme « à l'aboutissement du double processus dont il représente la figure-limite. » Le vagabond est donc la figure emblématique de la désaffiliation. Robert Castel, « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle », in Jacques Donzelot (dir.), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Paris, Ed. Esprit, 1991, pp. 147-148.

4 Idem, *Ibidem*, p. 149.

5 Pour des illustrations, voir *Qu'ont à nous apprendre les Neets*, Op. cit.

possible, tout étant perdu sur les deux axes, peut être enrayé, au moins un peu ; c'est une butée, en quelque sorte, qui lui permet, quelques heures par jour, de ne plus être un vagabond, de ne plus être vu comme tel et de ne plus se voir comme tel.

Le fait de fréquenter une structure à bas seuil et sans objet social spécifique autre que l'accueil est un indicateur dynamique de tentative de réaffiliation ou de lutte contre l'engrenage de la désaffiliation par les bénéficiaires eux-mêmes, comme le dit avec limpidité un usager du lieu : « Utilisation quotidienne dans le cadre de la vie sociale et le partage pour la préparation et la recherche et développement de toute activité. »

Pour les professionnels, la réflexion sur l'effort à consentir en matière d'organisation d'un abri de nuit et d'un accueil de jour pourrait s'articuler autour de la pertinence et de la complémentarité des uns et des autres dans la zone de l'aide sociale, pour favoriser des points de butée aussi dynamiques que possible. Un bénéficiaire l'exprime ainsi : « Il faudrait une circulation des partenaires sociaux afin qu'ils soient actifs. »

Dans ce cadre, l'articulation de la nuit et du jour, de l'hiver et de l'été, et les effets de leviers qu'elle peut produire sont à investiguer. Si une co-production des effets négatifs des éléments d'intégration et d'insertion est à la base des phénomènes de désaffiliation, quelle co-production des ripostes des travailleurs sociaux peut-on penser pour enrayer la machine ?

Il conviendrait probablement pour le penser de se prémunir du risque de la construire sur la base d'une logique qui met le découpage bureaucratique au poste de commande, plutôt que la vie des bénéficiaires telle qu'elle se reconstruit.